

«Directoire militaire» n'est pas un gros mot

L'Express – Chronique de Vanf - Nasolo-Valiavo Andriamihaja – 12/03/12

Comment sortir de cette crise Quels interlocuteurs pour faire entendre raison aux belligérants Quel accord qui ait force exécutoire Trois années de question sans réponse. Trois années d'incertitude permanente. Trois années d'absence d'autorité, de perte de repères, de délitement des valeurs.

Deux forces, l'une confessionnelle, l'autre militaire, ont toujours occupé une place stratégique dans cette crise-ci, et dans les précédentes. Le FFKM, conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar, a toujours interpellé les pouvoirs successifs avant de s'impliquer résolument dans la politique à partir de 1991. De «raiamandreny» qui ne pouvait mal faire, le FFKM devint acteur parfois partial au nom du bonheur de la population. Pour une meilleure crédibilité, quant à son objectivité, sa neutralité, son indépendance, il eût fallu que le FFKM s'impliquât non seulement en période de tension politique (1991, 2002, 2009), mais tout au long du processus d'accompagnement de l'implantation de la démocratie. L'armée, elle, fut le dernier rempart républicain en 1972. De crise en crise, elle gagna la réputation d'être légaliste. Jusqu'en 2009. Mais, ne pouvant l'ignorer, encore moins l'exclure, du processus de sortie de crise, il vaut mieux sans doute l'y associer dorénavant pleinement, en donnant à ses meilleurs éléments une chance de nous prouver leur attachement au «Tanindrazana» (la patrie) et de racheter, par leur exemple, le comportement répréhensible de ceux qui ont bafoué, honneur, hiérarchie et discipline.

Convaincre les uns et les autres de la place qu'on doit allouer au FFKM et aux militaires, c'est trouver à ceux-ci une valeur ajoutée que n'avaient pas les autres médiateurs du fait même de leur échec.

Le FFKM, conseil œcuménique des quatre églises historiques, importe pour son maillage au moins dominical du territoire national, et le prestige, qu'on lui souhaite intact, de ses prêches auprès de millions de Croyants. Les forces armées, militaires et gendarmes, au nom du principe de réalité, sont devenus incontournables tant le meilleur compromis politique resterait vaine incantation faite de bras séculier. Pour les assister, et compléter le «Toko», ces commis de l'État qui restent quand tous les ministres auront fini de défiler, les hauts fonctionnaires, dont on se demande si le syndicat dit des «grands corps» les recouvre, pour la gestion technique de la machine administrative.

L'alliance du goupillon et du sabre, raillerait-on. L'association iconoclaste du cardinal et du chef d'état-major des armées avec comme principe fondamental que le glaive cède à la toge.

Le FFKM avait pu se dévoyer en étalant publiquement ses dissensions internes, au-delà des désaccords fondamentaux concernant le dogme religieux. Le grand public a vu les deux principales composantes, l'Ekar catholique romaine et le FJKM calviniste, compromettre leur crédibilité par une proximité trop grande avec l'un ou l'autre des protagonistes, de 2002 et de 2009. Et pourtant, le FFKM avait la belle carte de son indifférence aux postes à pourvoir. Les hommes et les femmes politiques se bousculent à ses consultations, d'abord parce qu'ils savent que les hommes d'église ne leur sont pas des rivaux pour le Gouvernement, le Parlement ou le Conseil d'administration des sociétés d'État. Chaque dimanche, pasteur en son temple ou curé en son église peuvent relayer, jusque dans la plus intime proximité, les messages du sommet de l'État. Et, en un référendum permanent, les desideratas de chaque clocher remonteraient jusqu'au premier cercle des décideurs.

Nos généraux ont certainement raté une occasion historique de nous éviter le chaos s'ils avaient su justifier la nécessité d'un directoire militaire, auprès des plus sourcilleux de nos bailleurs de fonds arcbutés à leurs conditionnalités. Ils étaient huit généraux de corps d'armée avant la crise de 2009. Mais, sans le prestige nécessaire d'un général Ramanantsoa pour en imposer naturellement à la troupe, à l'opinion et aux interlocuteurs étrangers.

Un dialogue malgache-malgache a toujours été tacitement entendu comme un dialogue civilo-civil. Depuis 2009, chaque possibilité de sortie de crise aura finalement échoué parce qu'il nous a été impossible de

faire que le plus juste fût le plus fort. Le glaive, en sa forme moderne du kalachnikov, l'emportant sur la toge patricienne, magistrale ou professorale.

Ils seraient douze : les quatre chefs des églises du FFKM, un triumvirat des plus éminents et respectés officiers, une poignée de civils «raiamandreny», par l'expérience, l'intégrité, la compétence particulière, le charisme, le patriotisme. Le mot «laïcité» n'est pas un dogme irréfragable au-delà du bon sens et «directoire militaire» n'est pas un gros mot. Un référendum, auprès des fidèles de chaque église et de chaque temple : un sondage grandeur nature.

Source : <http://www.lexpressmada.com/2686-chronique-de-vanf/-directoire-militaire-n-est-pas-un-gros-mot.html>